

LE SOUFFLE DE L'ÉCOLOGIE

RETOUCHER TERRE

« L'objectif n'est plus fondamentalement le développement des biens matériels (...) il est aussi le retour de chacun sur ses besoins intérieurs, le grand retour à la vie intérieure et au primat de la compréhension d'autrui, de l'amour et de l'amitié. » Edgar Morin

1. Retoucher Terre

S'il y avait encore des doutes sur la gravité de la situation de notre planète, l'été 2019 aura apporté son lot de preuves supplémentaires. Or en dépit de la mobilisation des « jeunes » pour le climat, toutes les dégradations environnementales s'aggravent et les projets extractivistes climaticides comme celui de « la Montagne d'or » en Guyane se poursuivent, alors que les inégalités sociales explosent en France et dans le monde.

Edgar Morin résume parfaitement l'impasse devant laquelle nous nous trouvons : *« Aujourd'hui, la cause est sans équivoque, sublime : **il s'agit de sauver l'humanité.** Quand un système est incapable de traiter ses problèmes vitaux, il se dégrade, se désintègre ou alors il est capable de susciter un méta-système à même de traiter ses problèmes : il se métamorphose ».*

Nous étions à - 4°C lors de la dernière glaciation. Des océans plus bas de 120 m, des glaciers de plusieurs km de hauteur dans le nord de l'Europe, des sols gelés sans agriculture possible dans le sud. Avec + 3°C à + 7°C à la fin du siècle, c'est la guerre, la famine et la maladie partout.

L'inertie du système nous condamne à subir les conséquences de cette crise systémique. La seule option capable d'amortir les effets des effondrements à venir est de changer radicalement de modèle, de nous métamorphoser ! Faisons notre deuil du confort qu'offraient, à 20 % de l'espèce humaine, les énergies carbonées et nucléaires et soyons solidaires avec les 80 %.

Cela passe par :

- **La sobriété** : la réduction drastique individuelle et collective de notre utilisation d'énergies fossiles. La production de CO2 doit décroître rapidement dans les territoires, dans les entreprises, dans les politiques publiques, par la réduction des gaspillages ou le développement des renouvelables.

- **L'adaptation** de notre espèce à un milieu beaucoup moins accueillant : renforçons notre résilience. Mobilisons et organisons l'intelligence collective. Démondialisons, relocalisons les activités humaines. Renforçons notre autonomie individuelle et collective.

Produisons tout ou partie de notre alimentation, construisons des éco-lieux, développons le low-tech, des agricultures bio, des jardins-forêts, de la permaculture, des organisations bio-locales et bio-régionales. Préparons-nous à accueillir dignement les réfugiés climatiques. Construisons un nouveau rapport à la nature, au vivant, à la spiritualité, à la convivialité, au local, au collectif, à la non-violence...

2. Sortir de l'impasse : ni atermoiement, ni demi-mesure

2.1 Refusons l'uniformité des mondes et portons l'écologie de demain

Le monde s'accélère et de plus en plus de gens ont du mal à y trouver leur place. Les territoires dans leur diversité sont les grands oubliés des politiques publiques. Sous la pression du capitalisme, les politiques territoriales se structurent autour d'un seul objectif : celui de la compétitivité économique. Les citoyen.ne.s de territoires entiers - villes petites et moyennes, périphéries urbaines, espaces ruraux et ultras marins - sont abandonnés, relégués, tandis que les métropoles concentrent tous les capitaux et imposent l'uniformisation des modes de vie. Abandon des services publics, écoles en sursis, centres bourgs qui se dépeuplent. Dans les territoires ultra-marins, les communautés autochtones en sont souvent les premières victimes.

Nous refusons ce monde de domination et d'exclusion : domination de genre et de classe, domination de pays, exploitation de la nature et de ses ressources, séparation entre les humains et les autres êtres vivants. Notre écologie **est une écologie qui valorise le soin, la diversité, le dialogue, la relation, les coopérations**. Les solidarités qui s'inventent sur ces territoires « relégués » sont pour nous source d'inspiration et de propositions. Ils portent des solutions (économie sociale et solidaire, territoires en transition, ZAD, rond-points des Gilets Jaunes, micro expérimentations) qui inventent de nouvelles manières de vivre.

Notre écologie réinvente **la solidarité internationale** seule susceptible de réduire les conflits et les risques de guerres nouvelles qui s'accumulent. Elle se décline à l'échelle de la planète. Elle décentre les discours et les regards. Elle propose un discours décolonial et réconciliateur, elle pense la Terre et rencontre le monde. Elle acte l'impasse des frontières nationales face aux enjeux contemporains. Enfin, elle reconnaît notre dette écologique vis à vis des pays dont les ressources continuent d'être pillées et les écosystèmes détruits, notamment dans les territoires Ultra-marins. Préparons des réseaux de coopération internationaux face aux effondrements successifs qui vont priver certaines régions et pays de ressources vitales.

Face à la crise de nos institutions démocratiques, la mise en place de nouveaux espaces de délibération est urgente. Alors que le système économique abandonne certains territoires, la démocratie représentative dépossède les personnes de leur pouvoir d'agir. En construisant des outils locaux qui donnent la possibilité à chacun.e de participer à la décision, **une démocratie permanente, horizontale et de proximité doit s'inventer**. Sans révolution démocratique, pas de révolution écologique pacifique, pas de métamorphose.

2.2 Une orientation stratégique sans ambiguïté

Les résultats des élections de 2019 ont dessiné un nouveau paysage politique en Europe : l'écologie apparaît comme la matrice autour de laquelle reconstruire l'idée de progrès humain, et les Verts comme le pôle de cette reconstruction. Cela dans un contexte politique marqué par la montée des forces fascisantes, le maintien des partis libéraux et par l'affaiblissement des partis de « gauche ».

Face à ce constat, **les écologistes ont le devoir de rassembler les citoyen.es**, les forces politiques, syndicales, associatives qui se réclament de l'écologie, et d'ouvrir le dialogue avec les forces qui prennent conscience de l'imminence des crises écologiques.

Parce que nous reconnaissons notre place dans une nature plus large où aucune espèce n'est supérieure à une autre, parce que nous sommes les porteurs d'un imaginaire enraciné dans les combats émancipateurs et subversifs menés avec la gauche, pour la défense des exploité.es et des exclu.es, il est temps de faire converger nos histoires militantes, nos parcours politiques autour d'**un nouveau projet de société, écologiste**, féministe, alter-

mondialiste antiraciste articulant autonomie et fédéralisme, lutte pour les communs et justice environnementale, justice sociale et lutte contre le capitalisme.

3. Notre feuille de route (volet I) : recomposer et créer un horizon commun

Nous proposons d'agir simultanément sur plusieurs leviers :

3.1 Fédérer sans exclusive et construire une maison commune avec toutes les formations politiques qui ont fait de l'écologie politique la matrice de leur projet. C'est un énorme défi dans la mesure où la forme politique institutionnelle qui permettra ces rapprochements, reste à inventer.

1) Rassembler au sein d'un « **archipel de l'écologie politique** » l'ensemble des organisations qui acceptent la perspective de la « post croissance », qu'elles soient issues de l'histoire du mouvement écologiste ou de cette gauche qui s'écologise. Cet archipel politique permettra des regroupements ponctuels, sur projet.

Il se développera, en partant d'abord des réalités locales et/ou régionales et sectorielles. C'est dans ce sens qu'il faut repenser et relancer la coopérative écologique.

2) Au sein de cet archipel, des affinités politiques plus marquées, entre autres avec les partis issus de la gauche qui ont réalisé leur mue écologiste, doivent permettre de donner naissance à une **nouvelle formation de l'écologie politique**.

3) **Les prochaines élections municipales** sont la première des séquences électorales à venir où ces logiques de rassemblement peuvent prendre forme y compris avec d'autres forces politiques qui se réclament d'une partie du projet écologiste. Dès aujourd'hui, nous lancerons ces trois processus complémentaires de création de l'archipel de l'écologie politique, du rassemblement des organisations les plus proches au sein d'une nouvelle organisation dont la nature devra être précisée avec elles et d'alliance sur un programme de résistance à la crise du libéralisme et du productivisme.

Ce processus aboutira à un congrès extraordinaire fin 2020 qui fera le bilan du processus engagé, déterminera la faisabilité de la création d'un nouveau mouvement dépassant EELV, et de possibles alliances en vue des régionales.

3.2 L'enjeu de la mouvance sociale : une véritable transition écologique et sociale ne se fera pas contre la société ou à partir des seules institutions. Inter-réagissons avec l'ensemble des acteurs du mouvement social qui, hors des postures partisans, défendent les valeurs de l'écologie, de la justice sociale et qui à l'instar de la société toute entière, appellent à une autre façon de faire de la politique.

Cette coopération déjà en acte au sein de notre coopérative, doit non seulement se concrétiser dans les mobilisations mais aussi en créant des lieux d'échange, de réflexions et de concertations, au sein par exemple de « maisons locales de l'écologie ».

4. Notre feuille de route (Volet II) : refonder et renouveler notre fonctionnement interne

Ces dernières années, un mouvement de fond en faveur du climat et de la biodiversité est engagé. Un nombre significatif de personnes s'engagent en politique, notamment à EELV. Elles doivent trouver dans notre mouvement l'outil dont ils ont besoin.

Mais nous sommes nombreux/ses à constater les dysfonctionnements insatisfaisants de notre organisation actuelle. La Réinvention actée par le congrès de Pantin, n'a pas abouti. Notre coopérative n'a pas pu se développer comme elle l'aurait voulu. Les minorités se sont senties rejetées.

Il est temps de transformer notre organisation. La réflexion menée depuis de longs mois par le groupe de travail Réinvention doit servir de base aux évolutions.

4.1 L'accueil des nouvelles et nouveaux adhérent.es

- Nous les mettrons en situation de participation active et de responsabilité
- Nous prendrons le temps de nous enrichir de nos cultures respectives par des formes de parrainage et d'accompagnement de proximité

4.2 La formation permanente : une priorité

Nous devons faire de notre parti, un « parti apprenant » afin de mieux transmettre notre fonctionnement interne, nos outils et nos objectifs.

Des outils spécifiques devront être mis en place (vidéos, fiches techniques ou thématiques) permettant des formations décentralisées, au plus près des adhérent.es.

Un centre-ressource virtuel sera créé ainsi qu'une base de données des prises de position d'EELV.

La forme de notre site évoluera vers une présentation plus participative :

- valorisant l'histoire et la spécificité du mouvement.
- donnant accès à des formations et actions militantes en ligne.
- Un media militant de l'écologie politique sera créé.

4.3 La construction de notre pensée politique

- La Fondation de l'écologie politique doit être revitalisée.
- Les commissions seront repensées et restructurées pour que leur participation à la construction de notre pensée politique soit effective. Le Secrétariat National apportera le soutien logistique et financier à la valorisation de leurs travaux.
- Notre projet politique Bien Vivre sera rendu visible et réactualisé en continu.

4.4 La démocratie interne

Concernant notre fonctionnement, plusieurs principes doivent nous guider :

1. Le respect des différentes sensibilités et de leur représentation proportionnelle intégrale dans les instances sera assuré, notamment aux bureaux exécutifs et du Conseil Fédéral.
2. Nous veillerons à la bonne circulation de l'information, la régularité et la fluidité des échanges entre les adhérent.e.s, le Conseil Fédéral (via les conseiller.e-s fédérales-aux en région), le bureau exécutif, et les bureaux régionaux
3. La recherche du consentement doit être privilégiée dans nos processus de décision
4. Le principe de subsidiarité, donnant le pouvoir à l'échelon géographique concerné doit être strictement respecté.

4.5 Les instances

Sur le **bureau exécutif**, nous souhaitons que :

1. Le bureau exécutif présente un rapport d'activité à chaque séance du Conseil Fédéral.
2. Les membres du bureau exécutif qui sont absents et ne participent pas à ses travaux soient remplacés.

3. Les règles de non-cumul pour les membres du bureau exécutif soient renforcées : être membre du bureau exécutif ne doit pas pouvoir se cumuler avec une fonction de parlementaire, ou de vice-président de région par exemple.
4. Un conseil politique, réunissant régulièrement le BE, des élu.e.s nationaux, européens, locaux, sera mis en place et sera l'objet de compte rendu.
5. Un co-secrétariat sera mis en place.

Sur **le conseil fédéral**, nous souhaitons que :

1. Le conseil fédéral se réunisse plus souvent : 5 à 6 fois par an.
2. La communication du CF soit renforcée, notamment en direction des adhérent.e.s : présentation synthétique et accès aux motions en débat, puis compte rendu synthétique à destination de tou.te.s les adhérent.e.s.

Nous sommes à la croisée des chemins. Face au chaos et au risque de désintégration de nos sociétés, choisissons de retoucher Terre et soyons le souffle de l'écologie !

Premier.e.s signataires :

ALAMARTINE Françoise, AMADOR Sandrine, BARDETIS Marie Paule, BARIGANT Victoria, BENARD Gilles, BENSON Claude Marie, BERGAMASCHI Sophie, BERNARD Stéphane, BERTONI Dominique, BINICI Leyla, BLANC Jean Louis, BORVON Serge, BOUGY Tymothée, BOURGOIS Pascal, BOUTAULT Jacques, BOYER Géraldine, BROCARD Fabienne, CABOT Marie Agnès, CHEREL Didier, COCHET Yves, COLLINET Annie, COQ Francis, COQ Noémie, CORDIER Alain, CORTES Florence, COULOMBEL Alain, DEGUET Gilles, DELTOUR Jeannick, DEVILLE Damien, DUBOUILLE Michel, DUBREUIL François, DUPONT Thomas, DURIEUX Yves, DUTOT Alain, EBERMEYER Marie, ERRAJAFIALLAH Malika, ESTAY Danielle, ESTAY Jean-Max, ESTRADE Evelyne, FERRANDON Lucie, FILLEAU Ludovic, FORGET Michel, FOURNIER Alain, GANDAIS Nathalie, GARNIER Christine, GEOFFROY Elias, GLEIZES Jérôme, GONNOT Josiane, GROSPERRIN Anne, GUENEGUES Tyjo, GUIZIOU Maël, HAAS Bethsabée, HAMON Laurent, HANDSCHUTTER Sophie, HARDY Hélène, HENRI Françoise, JEAN-JOSEPH Alain, KARPE Philippe, KHALDI Samy, KLEICHE Abdessalam, KOSLOWSKI Thérèse, LABERTRANDIE Lydia, LADRET Christine, LAHMER Annie, LAMMENS Christian, LANCRY Jean-Pierre, LAURENT Anna, LECERF Thierry, LE GARDEUR Hélène, LE MAULF Noëlle, LE POHON Jean Paul, LEGEARD Nathanaël, LEONARD Virginie, LETISSIER Florentin, LIPIETZ Alain, LOTTEAU François, MAINTENANT Frédéric, MAHE Frédéric, MAMET Gérard, MARCADIER Catherine, MAROLLEAU Serge, MARTIN Bernard, MAUREL Jean Paul, MERCIER Jean-Jacques, MERCIER Claude, MERCIER Marie Pierre, MESLE Patrick, MEUNIER Jeanne, MOREIRA Véronique, MORLOT Lydia, MOSBAH Pascal, MOUREY Eric, NICOLAS Dominique, PARTENSKY Anne, PERNES Michèle, PETIT Marie-Ange, PETIT Martine, PIERSON Pascal, PONCET Raymonde, PONCHEL Matthieu, REGGIANI Pandora, RIESENMEY Jean, ROD Didier Claude, ROUAT Alain, ROUSSEAU Isabelle, ROZE Bernard, RUBIROLA Michèle, RUPNIIK Alexandre, SAUVAGE Yves, SILORET Martin, SIMON François, STEINBERG Frédéric, STOEBER Pierre, SUPIOT Frédéric, TEYSSENDIER Laurent, TIOUKA Alexis, THOMAS Maurice, TRIFILETTI Stéphane, TYBURCE Léo, VANDERMEEREN Jean-Paul, VAUGRENTE Christine, WILSON Michel, YILMAZ Muhsin, ZEGANADIN Jessica, ZINCK Rémi